

POUR HAÏTI : HONNEUR ET RESPECT

La catastrophe qui frappe Haïti a soulevé un élan de solidarité impressionnant à l'échelle mondiale. Cela est bon : la solidarité c'est la tendresse des peuples ! Et l'aide d'urgence est indispensable, quand tout manque -à commencer par l'eau potable-, quand on ne parvient même pas à enterrer les dizaines de milliers de morts...et quand le chaos occasionné par le tremblement de terre vient s'ajouter à une réalité quotidienne déjà marquée par la pénurie d'eau potable et par la faim pour l'immense majorité du peuple haïtien.

Mais cette aide s'accompagne d'un discours tenu par tous les médias et les gouvernements occidentaux qui est une offense à Haïti et qui laisse présager le pire quant aux principes qui régiront la reconstruction du pays. On nous rabâche à longueur d'antenne et d'articles ce qui caractériserait Haïti : pauvreté extrême, délinquance et violence, proximité avec la France qui fait tout pour aider ce pays francophone. Enfin, Haïti, éprouvée il y a deux ans par quatre ouragans dévastateurs et aujourd'hui par ce séisme, serait frappée par une malédiction ! Quand on est maudit, c'est qu'une puissance divine vous punit : on doit être bien criminel pour attirer pareil châtement !

Ne faudrait-il pas commencer par se demander pourquoi Haïti est si pauvre ?

Haïti colonie française jusqu'à la fin du XVIIIème siècle -alors appelée Saint Domingue et surnommée « la perle des Antilles »- a fait, grâce aux denrées qui y étaient produites au premier rang desquelles le sucre, la richesse de la France. Plus de 400 000 noirs travaillaient pour 30 000 propriétaires français. Les conditions de l'esclavage étaient si atroces que l'espérance de vie des esclaves ne dépassait pas 9 ans et que par conséquent la majorité d'entre eux étaient des « bossales » directement venus d'Afrique.

Lorsque ces esclaves se soulèvent contre leurs bourreaux et la puissance coloniale, leur chef Toussaint Louverture est emprisonné par les Français et meurt dans une prison glaciale du Jura ; Napoléon envoie son armée pour mater la révolte. Le général Leclerc, son beau-frère, dirige l'expédition et écrit à l'empereur : « *Voilà mon opinion sur ce pays : il faut supprimer tous les nègres des montagnes, hommes et femmes, et ne garder que les enfants de moins de douze ans, exterminer la moitié des Noirs des plaines, et ne laisser dans la colonie aucun mulâtre portant des galons.* » (1) L'armée française est défaite : en 1804, Haïti devient un état indépendant. C'est la première et l'unique fois dans l'histoire de l'humanité que des hommes et des femmes soumis à l'esclavage furent capables à la fois d'abolir l'esclavage, de rendre leur pays indépendant, de le défendre contre une armée réputée invincible et de mettre fin aux structures coloniales.

La révolution haïtienne fut et demeure un exemple pour les peuples opprimés : antiesclavagiste, anticoloniale, dès l'indépendance elle offre sa solidarité à ceux qui luttent pour libérer leurs propres peuples : le Venezuela, Cuba, le Mexique et la jeune république des Etats Unis (où l'esclavage perdurait) reçoivent l'aide d'Haïti pour leur propre émancipation du joug colonial ou de l'esclavage.

Considérée comme un exemple hautement dangereux pour les autres peuples, Haïti fut soumise à un long blocus international. Et elle fut lourdement châtiée, non par un quelconque dieu, mais par la France : alors qu'elle avait été dévastée par la guerre contre la France où un tiers de sa population avait péri et où toutes les infrastructures avaient été détruites, en 1825

(1) cité par Michel Collon dans « les sept pêchés de Chavez »

Haïti fut sommée, sous la menace d'une invasion militaire, de payer à la France une rançon de 150 millions de francs or pour dédommager ce pays des pertes subies par les colons. Le gouvernement haïtien se plia à cette exigence et Haïti, pour rembourser à la France cette somme dont l'équivalent actuel serait de plus de 20 milliards de dollars, coupa ses arbres pour vendre du bois précieux et surtout s'endetta auprès de banques étrangères : c'est ainsi que se constitua au XIXème siècle la première dette extérieure d'un pays du Sud. Haïti mit près de soixante dix ans à s'acquitter de sa rançon et les ultimes agios couraient encore au début du XXème siècle...

Par la suite, le trésor haïtien fut pillé par une expédition de marines en décembre 1914. S'en suivit une occupation militaire du pays par les Etats Unis qui dura vingt ans, à la fois parce que la résistance haïtienne fut particulièrement farouche (Charlemagne Peralte qui dirigea la résistance paysanne est un martyr dont les Haïtiens gardent la mémoire), parce que les Nord Américains tentèrent d'instaurer à nouveau de grandes plantations qui furent à l'origine d'une nouvelle déforestation et parce que les Etats Unis ne se retirèrent qu'après avoir obtenu l'abolition de l'article de la Constitution qui interdisait à des étrangers de posséder des entreprises en Haïti.

La dictature de la famille Duvalier dura ensuite 29 ans. A leur chute, ils furent accueillis en France avec une fortune de 900 millions de dollars, une somme qui dépassait le montant de la dette extérieure d'alors. Les Duvalier jouissent tranquillement de ces biens en France (tandis que la Suisse vient de restituer à l'Etat haïtien 6 millions de dollars déposés par les Duvalier dans des banques suisses: c'est peu par rapport aux sommes volées à Haïti, mais c'est dans ce sens que la justice devrait s'exercer).

En 1971, Bébé Doc avait succédé à son père: alors que le pays produisait son alimentation jusqu'à cette époque, il fut investi président par le Département d'État pour lancer les politiques qui allaient mettre fin à la souveraineté alimentaire d'Haïti, avec l'intervention du FMI et de la Banque mondiale.

A titre d'exemple : tous les porcs « créoles », base de l'économie de toute unité familiale rurale, furent abattus par un organisme spécialisé pour enrayer la peste porcine africaine soi disant imminente en Haïti –ce dont aucune preuve ne fut apportée-. Cet organisme haïtien d'élimination des porcs opérait à l'instigation des Etats Unis via la BID (Banque Interaméricaine de Développement) et avec la complicité d'autres pays tels le Canada.

Les Etats Unis, en inondant le marché haïtien de riz subventionné dont le prix était inférieur au prix du riz produit localement ont brisé la filière nationale de production de riz. Il en a été de même de tous les produits agricoles de base, de sorte que le dumping des denrées nord-américaines subventionnées par l'État nord-américain pour détruire la production locale qui n'a ni subventions ni moyens, a fini par avoir raison de l'alimentation produite sur place. Victime de cette concurrence déloyale, Haïti est devenue le réceptacle des produits alimentaires de mauvaise qualité des Etats-Unis.

Il faut se demander pourquoi les Etats Unis se sont livrés à cette destruction délibérée de l'agriculture haïtienne au cours des quarante dernières années : au-delà de l'intérêt à disposer d'un marché pour ses produits, intérêt fort relatif au demeurant vu le pouvoir d'achat limité des Haïtiens, a primé le besoin qu'avaient les Etats Unis d'installer des entreprises

d'assemblage dans un pays proche de façon à approvisionner le marché nord américain. Les « maquilas » sont massivement installées au Mexique dans la région frontière avec les USA ; elles le sont également en Haïti. Tout a donc été fait pour disposer dans ce pays d'un réservoir de main d'œuvre réduite à l'oisiveté suite à l'exode rural et prête à accepter n'importe quels salaire et conditions de travail. La voie de l'émigration est pratiquement bloquée et l'on sait combien l'émigration clandestine sur des embarcations de fortune est meurtrière. Des dirigeants haïtiens se sont flattés du résultat de cette politique, qui constitue pour eux l'avantage comparatif d'Haïti dans la compétition mondiale: elle place la main d'œuvre haïtienne parmi les moins chères du monde. Tout au long de la frontière avec la République dominicaine et dans la capitale se sont donc développées ces entreprises d'assemblage. L'année 2009 a été marquée par de longues luttes ouvrières, relayées par les étudiants, pour obtenir une augmentation du salaire minimum : le président Préval s'est lui-même impliqué fortement dans ce débat pour éviter l'augmentation de ce salaire minimum initialement votée par l'assemblée nationale ; il faut dire qu'il subissait la pression de chefs d'entreprise menaçant de fermer leurs usines au cas où les salaires augmenteraient.

Il nous faut terminer cette revue de l'histoire de deux siècles où la misère d'Haïti est fabriquée par les grandes puissances qui ont continué à faire payer à ce pays de noirs son audace anticoloniale. En 1991, au cours des premières élections démocratiques que connaît Haïti, est élu le prêtre Aristide, issu de la théologie de la libération. Il est renversé par un coup d'état neuf mois plus tard. Il reviendra à la présidence en février 2001, non sans un passage par les Etats Unis qui rend à Haïti un personnage qui n'a plus grand-chose à voir avec le président qui avait soulevé tant d'espoir dix ans plus tôt. Pourtant, à l'approche de la célébration du bicentenaire de la Révolution, Aristide a l'audace de réclamer à la France réparation du tort qu'elle a causé à Haïti en demandant la restitution de la somme qui lui fut extorquée au siècle précédent.

La réponse ne se fit guère attendre : en 2004, Aristide fut à nouveau renversé par une expédition militaire menée par les Etats Unis, la France et le Canada. Enlevé manu militari, il fut expulsé et vit depuis lors en exil en Afrique du Sud.

L'expédition a fait place à une occupation militaire déguisée en mission de paix : la MINUSTAH, la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti. Déployée depuis juin 2004, son mandat a été récemment prolongé à la demande du président Préval. Alors qu'elle est composée de près de 9000 hommes -dont d'importants contingents de Brésiliens, Argentins, Chiliens et des contingents moins nombreux de Guatémaltèques, Boliviens et Equatoriens-, seuls 2 des 20 membres de l'Etat Major sont sud-américains et les Etats Unis contrôlent le renseignement militaire. Cette « intervention sous-traitée par les Etats-Unis », selon l'expression du Prix Nobel de la paix l'argentin Adolfo Esquivel, est pour les Haïtiens le symbole de la perte de l'indépendance nationale. Qui a visité Haïti sait que la majorité de la population haïtienne ressent la présence de la MINUSTAH comme une offense. La tension s'est aggravée quand les 114 soldats du Sri Lanka, accusés de viols de femmes et d'adolescentes, ont été rapatriés. Ils ont bien sûr bénéficié d'une totale impunité.

*

Alors, qu'on ne vienne surtout pas nous parler d'une quelconque malédiction ! La pauvreté d'Haïti n'est pas tombée du ciel, elle a été fabriquée au cours de deux siècles d'interventions étrangères, elle a été l'œuvre délibérée de grandes puissances au premier rang desquelles figurent la France et les Etats Unis. Les Français d'aujourd'hui doivent connaître l'histoire tragique des relations entre la France et Haïti, le rôle que la France, directement et à travers

les Institutions financières internationales, joue dans le maintien et l'aggravation de la misère d'Haïti.

Patrick Poivre d'Arvor, au titre d'ambassadeur de l'UNICEF, ose écrire dans le Figaro du 15 janvier : « *c'est un des peuples...les plus maudits par l'histoire. Mais il n'est pas responsable de cette histoire là. Le peuple français non plus* ». Ce ne sont pas là d'innocentes âneries, mais l'expression de la pensée unique à l'œuvre sur Haïti.

Nous ne pouvons pas oublier que l'extrême précarité de la situation sociale haïtienne, d'où dérive réellement la dimension gigantesque de la présente catastrophe, est le résultat de deux siècles de colonialisme violent, d'interventions militaires et de pillage qui ont amené Haïti à recevoir le triste titre de " pays le plus pauvre de l'Amérique". Cette situation a été aggravée au cours des deux dernières décennies avec l'application sauvage des programmes d'ajustement néolibéral dans l'économie et la société haïtienne, avec le maintien d'une dette extérieure illégitime qui épuise les ressources de la nation, avec la dévastation de l'environnement et de l'agriculture et avec l'imposition des intérêts des compagnies transnationales.

Voilà deux siècles que l'histoire d'Haïti est le symbole du racisme et de l'anti-humanisme blanc, exprimé sans ambages par le président Jefferson au XIXème siècle quand il évoquait « cette peste indépendantiste et antiesclavagiste de nègres qui ont pris leur indépendance par les armes » L'uruguayen Eduardo Galeano l'écrivait déjà en 1996 : « L'histoire de l'acharnement contre Haïti, qui de nos jours prend des dimensions tragiques, est aussi l'histoire du racisme dans la civilisation occidentale » (2).

*

Tout porte aujourd'hui à craindre que, sous couvert d'aide d'urgence puis de reconstruction, face à un état haïtien déliquescant et fragilisé -ce dont l'écrasement du palais national, du palais de justice et de divers ministères est comme la matérialisation symbolique-, des puissances étrangères ne profitent de la situation offerte par le chaos pour mettre de manière radicale et définitive le pays sous tutelle. La MINUSTAH constituait déjà une mise sous tutelle militaire, la mission d'envoyé spécial des Nations Unies confiée à l'ex-président Bill Clinton au cours de l'année 2009 ouvrait la voie à une mise sous tutelle économique. Aujourd'hui, les Etats Unis ont pris le contrôle de l'aéroport et ont annoncé le déploiement de dix mille soldats dont deux mille marines. Ailleurs ou en d'autres temps, cela provoquerait une protestation mondiale. S'agissant d'Haïti et sous couvert de mission humanitaire, la nouvelle occupation a un coût diplomatique presque nul (la France a élevé une légère protestation face à l'impossibilité d'atterrir à Port au Prince pour un avion français chargé d'un hôpital, quand le besoin de soins hospitaliers de la part d'innombrables blessés est des plus criants). C'est le Commandement Sud de l'armée nord-américaine qui a pris la direction des opérations.

Il est nécessaire ici de rappeler que la position géostratégique d'Haïti dans la mer des Caraïbes fait de son contrôle un élément essentiel de la politique nord-américaine dans la région. La catastrophe qui frappe Haïti fournit une occasion rêvée aux Etats Unis d'exercer ce contrôle.

*

On ne peut non plus manquer d'être choqués du mensonge par omission de nos médias : apparaissent chaque jour à l'écran un médecin français, ou canadien ou nord-américain. Leur

dévouement est magnifique. Mais pas un mot et pas une image de l'aide apportée par Cuba à Haïti. Or elle est sans commune mesure avec l'aide des pays occidentaux et n'est pas seulement donnée dans l'urgence : elle a commencé il y a plus de dix ans à la suite de

(2)Galeano « los pecados de Haiti »

l'ouragan Mitch. Les 100 premiers médecins cubains sont arrivés en Haïti fin 1998. Des centaines d'Haïtiens étudient à Cuba avec des bourses. Près de 400 médecins et personnel de santé cubains travaillent tous les jours dans 227 des 337 communes du pays. Le Venezuela et Cuba ont un programme commun de coopération pour monter en Haïti dix centres de santé (appelés centres de diagnostic intégral) : les quatre premiers, déjà installés, dispensent une assistance médicale gratuite et de qualité à des milliers d'Haïtiens. Cuba a envoyé à la suite du tremblement de terre son Contingent international de médecins spécialisés dans les situations de désastres et d'épidémies baptisé Henry Reeve formé de 152 médecins. Pourquoi nos médias passent-ils sous silence la solidarité de ce petit pays de la Caraïbe, d'autant plus exemplaire que Cuba est un pays appauvri par un blocus d'un demi-siècle et par les ouragans qui l'ont durement frappé en 2008?

*

Je voudrais enfin récuser absolument cette réputation de violence qui est faite aux Haïtiens. La délinquance n'est d'ordinaire pas plus forte à Port au Prince que dans les autres grandes villes du Sud. Hors de la capitale, on vit plus en paix en Haïti que dans bien des pays. Il n'est jamais rien arrivé de mal aux médecins cubains dispersés dans le pays.

Les chaînes de télévision montrent à plaisir des images de pillages dégradantes pour Haïti: n'est-il pas légitime, quand on est depuis plusieurs jours sans eau et sans nourriture, d'aller les chercher là où on peut les trouver, quand plus rien ne fonctionne normalement ?

Qui vit en Haïti sait à quel point la dignité des Haïtiens est blessée par l'image fautive qu'on présente d'eux. Cette image s'est renforcée depuis le tremblement de terre : misère, chaos, délinquance et incapacité de résoudre leurs propres problèmes.

Qui vit en Haïti sait aussi à quel point ce peuple est dans la vie quotidienne doux, hospitalier, bienveillant, courageux, travailleur, créatif. Ce pays fourmille de poètes, de déclamateurs, d'écrivains, de peintres, de sculpteurs, comme si créer de la beauté était la seule dignité de ceux à qui l'on a tout pris, la seule échappatoire à la laideur de la misère. Par ailleurs, il n'est pas un illettré haïtien qui ne connaisse et ne tire fierté de l'histoire de son pays.

Ce peuple fait aussi face avec un courage et un optimisme rares aux épreuves successives qui l'accablent. Le 16 janvier, sur le parvis des droits de l'homme au Trocadéro, au cours du rassemblement pour rendre hommage aux victimes du tremblement de terre et pour se recueillir, les Haïtiens sont venus dire qu'ils n'étaient pas un peuple maudit, mais un peuple vaillant qui se relèvera de ses cendres.

*

Comment exprimer notre solidarité avec le peuple haïtien ?

D'abord ne pas prêter nos consciences à l'infâme discours dominant tenu sur Haïti basé sur l'hypocrisie et la charité : même l'héritier des Duvalier nettoie sa conscience en offrant aujourd'hui les fonds d'une fondation familiale, dérisoires par rapport au vol commis par cette même famille ! Etre en permanence en alerte pour défaire mentalement cette pensée dominante. Etre convaincu que le peuple haïtien est un grand peuple qui ne quémante pas d'aide pais mérite une totale solidarité et un engagement à ses côtés pour briser les entraves à son émancipation.

Au-delà de l'indispensable aide d'urgence, il faudra exiger réparation : non seulement l'annulation de la dette extérieure d'Haïti mais le remboursement des sommes indûment ponctionnées par les Institutions Financières Internationales (IFIs) au titre de la dette extérieure et la mise en place d'un fonds correspondant à la rançon payée à la France afin que soient menés des projets de reconstruction.

Il faut savoir que des milliards pourraient être déversés sur Haïti : cela ne changerait rien et ne ferait que renforcer la dépendance et la corruption, s'ils sont administrés par un Etat soumis au diktat des grandes puissances et des institutions financières internationales, ou pire encore si ces puissances (ou l'une d'elles) décident de prendre en main le sort d'Haïti, lui déniaient ainsi sa capacité à s'administrer elle-même. Une manière d'aider les Haïtiens, c'est de lutter pour la non-ingérence de chacun de nos gouvernements pour qu'enfin, une fois pour toutes, les Haïtiens puissent être responsables de leur destin. Il faudra exercer une pression politique pour empêcher que la catastrophe ne serve de prétexte à l'aggravation de la mise sous tutelle d'Haïti.

Enfin être à l'écoute des demandes de la société civile haïtienne et leur répondre. Le directeur de la PAPDA (Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif) a fait parvenir le 14 janvier une première information dont je reprends l'essentiel de la partie concernant la « SOLIDARITE STRUCTURANTE » qu'appelle cette plateforme d'organisations populaires :

« C'est l'heure d'une grande vague de solidarité de peuple à peuple qui permette de :

Vaincre l'analphabétisme (45 % de la population)

Construire un système d'enseignement public efficace gratuit qui respecte l'histoire, la culture, l'écosystème

Vaincre la crise de l'environnement et reconstruire avec la participation massive des jeunes et des internationalistes les 30 bassins hydrographiques

Construire un nouveau système de santé publique en articulant médecine moderne et traditionnelle et en offrant des services primaires de qualité accessibles à 100 % de la population pour vaincre la mortalité infantile, la malnutrition, la mortalité maternelle

Reconstruire une nouvelle ville avec une autre logique basée sur une urbanisation humaine et équilibrée en respectant les travailleurs et les vrais créateurs de richesse, en privilégiant les transports collectifs, la recherche scientifique, l'agriculture urbaine, l'artisanat et les arts populaires, les parcs qui favorisent la biodiversité

Construire la souveraineté alimentaire sur la base d'une réforme agraire intégrale, avec priorité aux investissements agricoles pour utiliser les réserves de productivité dans une logique qui respecte les écosystèmes, la biodiversité ainsi que les besoins et la culture de la majorité de la population.

Détruire les liens de dépendance avec Washington, l'Union Européenne et l'impérialisme.
Abandonner les politiques dictées par les diverses versions du consensus de Washington. Rompre avec les IFIs et leurs plans (...) »

PAPDA propose enfin d'en finir avec la MINUSTAH et de construire des brigades de solidarité de peuple à peuple.

Que chacun et chacune de nous se mobilise !